

## Fioraso prise aux mots Ou comment se prendre les pieds dans sa langue

**Le 13 décembre dernier, à Grenoble, six opposants à Minatec occupaient une grue du chantier du « premier pôle européen pour les nanotechnologies ». Une action recueillant une telle sympathie dans la population, que *Le Daubé* lui-même, y consacrait toute sa page Isère du lendemain. Parmi les réactions publiées à cette occasion, celle de Geneviève Fioraso, adjointe au maire de Grenoble, première vice-présidente de la Métro et présidente de la SEM Minatec Entreprises, l'officine à transformer des investissements publics en profits privés. Aussi brève soit-elle, il n'est pas une phrase de cette déclaration qui ne suscite des interrogations plus fâcheuses encore que celles que l'on prétendait endormir. Jugeons sur pièces.**

Geneviève Fioraso reconnaît « *les préoccupations légitimes que l'on peut avoir sur certaines utilisations de la recherche, mais il vaut mieux développer cette recherche dans des pays démocratiques : les développements se feront, mais en France, ils sont encadrés. En revanche, jouer sur la peur des gens, prendre des projets en otages, c'est anti-démocratique. Je crois que, dans ce genre d'action, on n'aborde pas les questions de manière rationnelle.*

*Je suis ouverte à un débat, qui a déjà été initié à plusieurs reprises, notamment par le CCSTI (ndr. Centre de Communication Scientifique Technique et industrielle). Nous pourrions aussi proposer la création d'un comité d'éthique lors du comité de pilotage de Minatec début janvier. » (Le Daubé. 14/12/2004)*

Hélas, malheureuse !... Quelles paroles imprudentes ont franchi la barrière de tes dents !

Geneviève Fioraso reconnaît « *les préoccupations légitimes que l'on peut avoir sur certaines utilisations de la recherche* ».

Quelles utilisations précisément ? Quelles préoccupations ? En quoi sont-elles légitimes ? Qui est ce mystérieux « on » autorisé à nourrir de légitimes préoccupations ? Les cadres du Commissariat à l'Energie Atomique (Therme, Barbier, Veyrat) qui dirigent le projet Minatec ? Les élus qui les financent (Michel Destot, maire de Grenoble, Didier Migaud, président de la Metro, André Vallini, président du conseil général de l'Isère) ? Les médias (*Le Daubé, les Affiches, Objectif Rhône-Alpes*, etc) qui depuis quatre ans que le projet est officiel n'ont jamais publié la moindre critique à son sujet ou sur les nanotechnologies ? La population grenobloise ?... Les simples

citoyens qui contestent depuis des années le règne du Commissariat à l'Energie Atomique sur la cuvette ? Comment se fait-il que la citoyenneté locale n'ait pas été mise au fait de ces « *préoccupations légitimes* » avant l'édification de ce pôle avec ses deniers (193 millions d'euros) ? Qu'on ne lui ait jamais demandé son avis ?

« *... mais il vaut mieux développer cette recherche dans des pays démocratiques* »

- Démocratiques ? Comme l'imposition du nucléaire, des chimères génétiques, et désormais, des nanotechnologies à des populations ignorantes d'abord, ensuite désinformées, et réfractaires enfin, mais en vain, lorsqu'elles saisissent de quels désastres sont gros ces putschs technoscientifiques.
- Démocratiques comme l'Iran du Chah, l'Irak de Saddam Hussein, l'Afrique du Sud de l'Apartheid, la Chine d'aujourd'hui, à qui la France a vendu, vend et vendra des armes, des centrales nucléaires et des technologies mortifères ? Cette Chine qui, en effet, n'a pas attendu la permission de Fioraso pour développer dans son énorme centre de Shanghai, *ces recherches préoccupantes*. Et donc le choix n'est pas de les développer dans nos vertueuses démocraties, plutôt que dans de mauvaises dictatures, mais de les développer *aussi*, ou non, dans nos vertueuses démocraties. A ce détail près que cette fois encore, ce sont les vertueuses démocraties qui auront enclenché cette nouvelle course militaro-industrielle.

De même, Geneviève Fioraso pourrait dire, et de façon combien appropriée aux nanotechnologies, « *Il vaut mieux développer nous mêmes, ces armes de destructions*

*massives, dans des pays démocratiques qu'en laisser l'initiative à des pays autoritaires. »*

Nos destructions massives valent mieux que les vôtres.

Un raisonnement qui remonte aux années quarante, lorsque les mauvais scientifiques allemands s'attelèrent à la mise au point de la bombe atomique. Les vertueux scientifiques américains ripostèrent par le Projet Manhattan. Ce fut donc une bombe atomique vertueuse et démocratique, et non point, mauvaise et nazie, qui explosa la première, au grand soulagement des 100 000 morts d'Hiroshima et de Nagasaki. « *Une révolution scientifique* » titra en première page *Le Monde* du 8 août 1945. Et en effet, au delà des batailles entre fascismes et démocraties, ce sont les atomistes qui gagnèrent la guerre. Ils l'auraient gagnée de toute façon, dans un camp ou dans l'autre. Aucun ne fut jugé à Nuremberg. Les atomistes allemands rejoignirent en URSS et aux USA leurs collègues locaux et les exilés d'avant-guerre, et le Projet Manhattan devint le modèle de cette « Big Science », vorace en capitaux, en équipements et main d'œuvre, de cette science industrielle, avec ses exigences de rentabilité (sciences appliquées, recherche & développement, innovations), ruinant jusqu'à l'idée même de recherche fondamentale. Ce qu'on nomme ainsi, aujourd'hui, n'est au mieux qu'une recherche au hasard, à l'aveuglette, qui ne se justifie auprès de ses bailleurs de fonds que par les rentabilisations imprévues qu'on en peut tirer. Exemple rebattu : le laser.

C'est la « Big Science » dont le nucléaire constitue le parangon qui a gagné la guerre. Et depuis, ce monde est son monde.

En 1945, De Gaulle fonde le Commissariat à l'Energie Atomique pour « faire la bombe ».

En 1955, Louis Néel ouvre sa première filiale, le Centre d'Etudes Nucléaires Grenoblois (CEA-CENG)

En 2000, le CEA-leti (Laboratoire d'Etude et de Traitement de l'Information) lance le pôle Minatec et devient « tête de réseau » européenne pour les recherches en nanotechnologies. C'est-à-dire, littéralement, en technologie atomique, dans le droit fil de ses origines. *Mundus rotat, stat crux.*

Les régimes passent, démocratiques ou nazi, quatrième ou cinquième république ; la technoscience, son appareil et son clergé progressent.

*«... les développements se feront »*

On reconnaît dans cette affirmation la fameuse « pensée unique », autrement dite « TINA » depuis Margareth Thatcher (There Is No Alternative), prophétie auto-réalisatrice destinée à décourager les mal-pensants.

Pourquoi « *les développements* » se feront-ils ?

Parce que la technocratie, d'ici ou d'ailleurs, en a décidé ainsi, et que cette technocratie est sans cesse plus en état d'imposer ses décisions aux sociétés qu'elle phagocyte.

Parce que les enjeux de puissance entre les factions nationales de la technocratie d'une part ; et entre cette technocratie globale et les sans-pouvoir d'autre part, est irrésistible ; et que la puissance est la raison des puissants.

Parce que depuis cent cinquante ans, la cannibalisation de l'éco-système par le système technicien a acquis une force d'inertie, de machinalité conforme à sa nature. Que ce système technicien se renforçant toujours des dépouilles de l'éco-système, et suivant une accélération croissante, finit par passer pour irrésistible. Comme l'on dit, avec de plus en plus de résignation – et de frayeur : « *On n'arrête pas le Progrès* ». Expression qui conjure l'image d'un char ou d'un rouleau-compresseur lancé à pleine vitesse contre des piétons.

Parce que Geneviève Fioraso, humble produit et agent du système, lui ayant consacré toute sa terne existence, à Telecom, chez Corys, et dans le sillage du Blob (Michel Destot), ne peut se dédommager qu'en s'identifiant à la toute-puissance de la machine dont elle ne constitue qu'un rouage ; et dont elle ne peut imaginer qu'un grain de sable en puisse bloquer l'engrenage.

Les collabos n'imaginent jamais qu'on puisse résister.

*« ...mais en France, ils sont encadrés. »*

Par qui ? sinon par ceux-la même qui ont décidé ces « *développements* ». Ni plus, ni moins qu'en Chine, en Russie ou aux USA. En France, nous avons donc les différents rapports des Académies des Sciences et des Technologies (Editions Lavoisier. 2004), de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (« *Nanosciences et Société* »), avec auditions et contributions de témoins aussi fiables et indépendants que : Jean Therme (CEA-Leti Grenoble), Jean-Baptiste Albertini (PDG de Alditech/CEA-Leti), Daniel Amingual (CEA),

Bernard Baylac (ST Microelectronics, start-up du CEA-Leti), Pascal Colombani (CEA), Francis Compagnon (Tronic's Systems Grenoble), Marc Cuzin (CEA/Apibio Grenoble), Thierry Daneval (CEA), Jean-Philippe Darrin (St Microelectronics) Christian Desmoulins (CEA), Michel Dumont (ST Microelectronics), Alain Dutheil (ST Microelectronics), Jean-Paul Giraud (alors conseiller général de l'Isère), Laurent Gouzenes (ST Microelectronics), Philippe Laporte (CEA-Leti), Joël Monnier (ST Microelectronics), Michel Montier (ST Microelectronics) (cf « *Rapport sur l'évolution du secteur des semi-conducteurs et de ses liens avec les micro et nanotechnologies* » 21/01/2003), Laurent Chicoineau, directeur du Centre de Communication Scientifique Technique et Industrielle de Grenoble, Jean-Louis Pautrat (Minatec), Jean-Marc Grognet (CEA), Louis Laurent (CEA/Drecam).

Parmi les candidats à « *l'encadrement* » il convient de faire mention particulière de Jean-Pierre Dupuy, polytechnicien, philosophe, auteur de « *Pour un catastrophisme éclairé* » et d'un rapport au conseil des Mines sur les nanotechnologies. Les lycéens auront reconnu dans cette formule du « *catastrophisme éclairé* », un démarquage du « *despotisme éclairé* » que Diderot et Voltaire recommandaient à Frédéric, roi de Prusse, et à Catherine de Russie. En fait, ce n'est pas le « *catastrophisme* » que notre moderne Lumière se propose d'éclairer, mais sa propre technocaste, reconnaissant à juste titre, en elle, l'héritière des monarchies absolues. D'où une parfaite duplicité de langage. Dans ses rapports, dans les colloques et entretiens privés, Dupuy n'a pas de mots assez durs pour les nanotechnologies, qualifiées de « *tsunami* » et de « *cauchemar* ». Annonçant une possible fin du monde, il appelle à « *mettre cela en réflexion permanente, et que si on doit crever, qu'on ne crève pas idiots, tout simplement.* » (Entretien sur [www.ensmp.fr](http://www.ensmp.fr)) En public, sur France Inter à dix heures du matin, il explique qu'« *il ne faut pas paniquer les gens* », tout en dissertant sur le principe de précaution. « *Les gens* », la populace, n'a pas droit aux vérités que Dupuy réserve à ses pairs et supérieurs. Mais de toute façon, que peut bien signifier « *encadrer un tsunami* », ou « *encadrer le cauchemar* » ?

« *En revanche, jouer sur la peur des gens, prendre des projets en otage, c'est anti-démocratique.* »

Où se vérifie une fois de plus, le vieux proverbe : c'est la poule qui chante qui a fait l'œuf. D'abord un point d'éclaircissement ; « *La peur des gens* », est-ce la même chose que « *les préoccupations légitimes que l'on peut avoir sur certaines utilisations de la recherche* » ? Ou encore, cette peur ne serait-elle pas due à « *certaines utilisations de la recherche* » ? Lesquelles ? Ce n'est pas de Geneviève Fioraso que *les gens* l'apprendront, ni même de Jean-Pierre Dupuy. *Les gens*, voyez-vous, ne sont ni des citoyens (ou alors de simples citoyens, quelconques, anonymes, par opposition aux Fioraso & Dupuy, citoyens de catégorie supérieure), ni même le peuple, terme obsolète que nos Proéminences ne peuvent plus prononcer sans un sourire d'ironie, en coin, mais de grands enfants auxquels mieux vaut cacher la vérité pour ne pas troubler leur sommeil. Qui donc les informera de « *certaines utilisations de la recherche* », malgré la chape de secret maintenue par les autorités scientifiques, politiques et médiatiques, sinon les porteurs de mauvaises nouvelles ? (critiques, réfractaires, objecteurs, contestataires, etc.) En parlant de « *projets pris en otages* », Fioraso tente de détourner sur ces porteurs de mauvaises nouvelles *la peur que les gens peuvent avoir sur certaines utilisations de la recherche*. Dans sa logique, ce n'est pas du nucléaire, de Super Phénix par exemple, ni des chimères génétiques, ni des nanotechnologies qu'il convient d'avoir peur, mais des anti-nucléaires et des opposants à Minatec. Et certes, de son point de vue, elle a bien raison.

Faut-il insister sur l'indécence du terme d'*otage*, d'ailleurs courant dans la communication du pouvoir, avec ses « *usagers pris en otages* » à chaque coin de rue. Véritable insulte aux vrais otages d'hier et d'aujourd'hui, l'emploi du terme vise précisément à « *jouer sur la peur des gens* », par réflexe conditionné d'auto-apitoiement. Le *rurbain*, le banlieusard, importuné par une grève des VFD ou de la Semitag, est convié à pleurnicher sur lui-même, et exalté à la dignité de martyr, comme les fusillés du Vercors et les passagers d'avions détournés. D'après cette manipulation démagogique, il n'y a qu'un pas lorsque l'on *joue sur la peur des gens*, de la prise de *projets* à la prise de *gens en otages*.

« *C'est anti-démocratique* », insiste Geneviève Fioraso qui s'y connaît, et ainsi, de glissement en glissement, les opposants au techno-totalitarisme deviennent des ennemis de la *démocratie*.

Illustration. Le 8 mai 2004, le festival Fraka organise sa deuxième visite guidée, en car, des sites nécro-technologiques grenoblois. Surprise : au départ de la visite, un fourgon de CRS démarre derrière le car et le suit d'un bout à l'autre de son périple, relayé par un véhicule de gendarmerie, aux limites de la ville. Lors d'un arrêt, les gendarmes viennent questionner les organisateurs. Qui sont-ils ? Que font-ils ? Où vont-ils ? Au retour, les CRS contrôlent l'une des passagers, au motif qu'elle porte, pour les besoins d'une saynète, un déguisement de Général. Les jours suivants, des scientifiques du Polygone rapportent qu'on les a mis en garde contre une éventuelle incursion terroriste, le jour de cette visite, et la surveillance accrue qui en est résultée dans cette enceinte scientifique.

Il faut lire la phrase de Fioraso comme un *aveu a contrario*. Ce sont bel et bien nos technarques qui « *jouent sur la peur des gens* », qui les prennent en *otages*, d'une part contre des menaces imaginaires, mais surtout dans leurs machinations techno-politiques. Ce sont eux qui utilisent de façon *anti-démocratique*, la force brute de leurs robocops, quand le conditionnement de l'opinion risque de vaciller.

« *Je crois que dans ce genre d'action, on n'aborde pas les questions de manière rationnelle.* »

« *Ce genre d'action* » (l'occupation d'une grue du chantier Minatec) est si rationnel, et surtout si raisonnable, que la population grenobloise l'a fort bien compris et applaudi. On l'avait déjà vu l'hiver dernier, lors de l'occupation des arbres du Parc Paul Mistral, quand les mots, les arguments, les discours et les papiers sont méprisés, les idées font corps et la contestation devient physique, quoique pacifique.

« *On arrête tout* » proclamait la banderole des occupants. En fait, une journée d'occupation leur valut une page dans *Le Daubé*. Une page par jour d'occupation ? Pour mesurer la parfaite rationalité de cette action, il faut lire « *Minatec et le Dauphiné Libéré, mariage d'intérêts en salles blanches* », un mémoire de Pierrick Morel, étudiant en sociologie à

l'Université Pierre Mendès-France, et ex-stagiaire du *Daubé*. L'auteur y analyse la symbiose entre le Commissariat à l'Énergie Atomique, *Le Daubé* et les décideurs locaux. La propagande forcenée du *Daubé* en faveur des nanotechnologies et de Minatec, la censure pure et simple de la moindre critique à leur sujet.

En fait, Geneviève Fioraso a eu recours à cette figure de langage qu'on appelle métonymie, et qui consiste à nommer une chose par une autre qui lui est nécessairement liée. « *Boire un verre (le contenu), amener la ville (les habitants), sont des métonymies* », nous dit le dictionnaire Robert.

« *Ce genre d'action (ceux qui les commettent, « on »), n'aborde(nt) pas les questions de manière rationnelle* », nous dit Geneviève Fioraso. Autrement dit, vieille lune, les opposants au despotisme techno-industriel seraient des irrationnels, des « *obscurantistes* », comme le rabâchent ingénieurs nucléaires et marchands de chimères génétiques. D'ailleurs, ne faut-il pas être insane pour s'opposer au pouvoir ? Nul ne soupçonnerait Geneviève Fioraso d'être susceptible de pareil irréalisme.

On laissera au lecteur le soin de décider qui, de la présidente de la SEM Minatec ou des occupants de la grue, tient le langage de la raison, et qui verse dans cette forme particulière de démence que les Grecs nommaient l'*hubrys* : la démesure.

« *Je suis ouverte à un débat, qui a déjà été initié à plusieurs reprises, notamment par le CCSTI.* »

Magnanime ouverture à un débat forclos. De Minatec, c'est entre 1998 et 2000 qu'il fallait débattre, quand, avec la connivence tacite des élus verts, se complotait le projet entre Jean Therme (CEA Grenoble), Michel Destot (le Blob), et les envoyés de Claude Allègre, alors ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie : Geneviève Berger, Jean-Jacques Payan (ex-prof à l'Université de Grenoble et membre du PS), Pascal Colombani (futur administrateur général du CEA).

S'il faut débattre aujourd'hui, c'est du « *sillon alpin* », ce projet de « *continuité urbaine* » entre Genève et Valence que nos technarques fomentent depuis trois ans dans le dos de la population – mais avec l'inévitable Jean Therme.

Quant au Centre de Communication Scientifique Technique et Industriel, nul n'ignore sa perpétuelle campagne de promotion des nécrotechnologies : « *Génôme : mode d'emploi* », conférences en faveur des OGM, des biotechnologies, du fichier ADN de la police, etc. Son refus d'inviter des scientifiques hostiles au nucléaire, aux OGM, aux cancers industriels etc. Son refus de produire autre chose qu'une communication magistrale (expositions, conférences), de permettre au public de ses réunions, des *remises en question* sur le fond, le *pourquoi* des recherches, pour le restreindre au *comment*, les questions techniques, expédiées en fin de séance.

Tout ce que le CCSTI peut produire au sujet des nanotechnologies, à Grenoble, fief du CEA, de Minatec, de STMicroelectronics, de NanoBio, de Digatec, de Memscap, etc, c'est une exposition itinérante, en lien avec la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris : « *Nanotechnologies et société* », pour faciliter l'*acceptabilité* des premières par la seconde. Lancement prévu en 2006.

Quoi d'étonnant ? Les collectivités locales (nous, c'est à dire) financent à 80 % le CCSTI, association bidon mais réel service de communication, dont le vice-président n'est autre que Patrice Chastagnier, le patron de ST Microelectronics. On voit que cette exposition « *Nanotechnologies et société* » disposera d'informations de première main sur le contrôle policier via la biométrie, les cartes à puces, les puces sous-cutanées, la traçabilité par radio-fréquence (RFID), sur les obus et les « nuages de surveillance » *intelligents*, sur l'automatisation de l'espèce humaine, sur la dissémination dans l'environnement de nanoparticules de carbone aussi toxiques que celles de l'amiant, et on en passe.

Le débat sur Minatec et les nanotechnologies, voici trois ans que de simples citoyens le portent sur la place publique, envers et contre tout le techno-gratin grenoblois. La première réunion publique, critique, contradictoire, sur le sujet, ce sont les objecteurs de conscience qui l'ont organisée le 29 octobre 2004, au 102, avec une centaine de personnes – dont quelques chercheurs ; mais sans Geneviève Fioraso, Jean Therme, Laurent Chicoineau ni Patrice Chastagnier.

*« Nous pourrions aussi proposer la création d'un comité d'éthique lors du comité de pilotage de Minatec début janvier. »*

Nous voici fin février. L'officieux journaliste qui recueillit l'annonce de cette éventuelle et inoffensive proposition, peut-il nous dire ce qu'il en advint ? Et en professionnel consciencieux, pourrait-il nous expliquer ce qu'est un « *comité d'éthique* » ? Qui en désignerait les membres ? Qui en ferait partie ? Quel serait son pouvoir ? Ensuite, simple exercice de style, il pourrait remplacer le mot « *Minatec* », par « *cauchemar* » ou « *tsunami* » dans la déclaration de Geneviève Fioraso, ce qui donnerait : « *Nous pourrions aussi proposer la création d'un comité d'éthique lors du comité de pilotage du cauchemar début janvier* ». Ou « *Nous pourrions aussi proposer la création d'un comité d'éthique lors du comité de pilotage du tsunami début janvier* ».

Si, d'aventure, cet excellent professionnel aboutissait à la conclusion qu'un comité d'éthique n'est ni plus, ni moins qu'un cautère sur une jambe de bois, voire une instance de blanchissage pour de louches recherches, il pourrait même écrire : « *Nous pourrions aussi proposer un cautère lors du comité de pilotage du cauchemar début janvier* ». Ou « *Nous pourrions aussi proposer une instance de blanchissage lors du comité de pilotage du tsunami début janvier* ». Ce qui ne serait pas plus absurde que la phrase originelle. Après tout, n'est-ce pas Geneviève Fioraso, elle-même, qui gloussait, voici deux ans, dans les réunions de la Métro : « *Je ne comprends pas qu'on s'en prenne comme ça à Biopolis, alors qu'à Minatec on fera des choses bien plus dangereuses* » ?

Qu'à cela ne tienne.

**Simple Citoyens**

Grenoble le 29 février 2005

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur  
[www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com)**